

# *Les Etats-Unis dans une opération de division*

---

*Image not found or type unknown*



Par Roberto Morejón

Au milieu d'une rhétorique prétendument bienfaisante, le Département du Trésor des États-Unis a fait part de dispositions relatives au secteur non étatique de l'économie cubaine, au moment même où une importante personnalité internationale soulignait la virulence du blocus des États-Unis contre le pays antillais.

Selon un communiqué du département du Trésor, les États-Unis ont approuvé de nouvelles réglementations qui, selon eux, assouplissent l'accès aux services financiers et à Internet pour le secteur non étatique de l'économie cubaine.

La source fait référence à l'ouverture, au maintien et à l'utilisation à distance de comptes bancaires américains et à l'utilisation de plateformes de paiement en ligne pour effectuer des transactions par ce qu'elle appelle des entrepreneurs indépendants, situés à Cuba, aux États-Unis ou dans un autre pays.

Le département du Trésor fait référence à des changements conceptuels, car dans sa terminologie, il remplace la définition de « travailleur indépendant » par celle d'« entrepreneur indépendant du secteur privé », et ce, afin d'inclure les travailleurs indépendants et les coopératives privées.

Le texte souligne que les règlements ne soutiennent pas les fonctionnaires et qu'ils soutiennent le secteur privé à Cuba.

Le gouvernement cubain a réagi rapidement, le ministre des affaires étrangères Bruno Rodríguez soulignant sur le réseau social X que ces mesures visent à diviser la société.

Un haut fonctionnaire du ministère, Johana Tablada, a complété l'idée : ils ont l'intention de transformer le secteur privé en un agent en faveur du changement qu'ils souhaitent ici, un changement de régime.

Ainsi, l'annonce du département du Trésor américain concerne ce qu'il appelle les entrepreneurs et non le blocus, dénoncé par les Cubains comme le principal responsable de la détérioration matérielle de la société.

Un homme d'État de classe mondiale, Andrés Manuel López Obrador, a apporté cette semaine une preuve supplémentaire de la validité du siège contre la plus grande des Antilles.

En réponse à la question d'un journaliste, le président mexicain a dénoncé l'amplification du blocus américain contre Cuba par son inscription sur la liste des pays qui, selon Washington, soutiennent le terrorisme.

« Terrorisme de quoi ? » a demandé López Obrador, en référence au fait que la puissance du Nord ne retire pas Cuba de la liste unilatérale, une cause, a-t-il rappelé, de préjudice pour le peuple de la nation caribéenne.

Le terrorisme à l'ancienne n'est qu'une excuse, a dit M. López Obrador, qui a souligné l'existence d'un groupe aux États-Unis qui fait beaucoup de profit aux dépens de la souffrance du peuple cubain.



**Radio Habana Cuba**